

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/64
12 septembre 2003

(03-4836)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

BRUNEI DARUSSALAM

Déclaration de l'honorable Pehin Dato Abdul Rahman Taib
Ministre de l'industrie et des ressources primaires

Je souhaiterais tout d'abord remercier le gouvernement mexicain et la population de Cancún pour leur accueil chaleureux et pour la qualité des dispositions prises en vue d'accueillir notre réunion dans cette belle ville.

Je voudrais également féliciter le Cambodge et le Népal qui ont achevé avec succès leur processus d'accession et leur souhaiter la bienvenue à l'Organisation mondiale du commerce.

Au nom du gouvernement du Brunei Darussalam et de ma délégation, je saisis cette occasion pour adresser nos plus sincères condoléances au gouvernement suédois et à la famille de la Ministre suédoise des affaires étrangères, Mme Anna Lindh, qui a disparu de façon tragique.

À notre dernière réunion, à Doha, il y a près de deux ans, nous avons lancé ce qu'il a été convenu d'appeler le Programme de Doha pour le développement. Depuis, nos ambassadeurs à Genève et nos négociateurs commerciaux ont cherché sans relâche, sous les auspices du Comité des négociations commerciales et de ses organes, à répondre à la promesse d'un résultat équilibré.

Malgré certains progrès, nous ne sommes généralement pas parvenus à trouver un consensus. Cela dit, je suis heureux de m'associer à mes collègues pour accueillir avec satisfaction la Décision sur la mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. Il s'agit effectivement d'un résultat positif qui montre que nous avons la volonté politique voulue pour venir à bout des difficultés qui nous attendent dans d'autres domaines.

C'est une occasion excellente, qui tombe à point nommé, pour consolider le système commercial multilatéral et garantir le maintien de sa primauté.

À propos des difficultés qui nous attendent, je voudrais vous faire part de nos vues sur les grandes questions du programme de travail de Doha.

En ce qui concerne les négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, nous prenons acte des travaux en cours et nous espérons que le résultat qui finira par en sortir sera équilibré. Nous prenons également note que d'autres approches, dont l'élimination ou l'harmonisation sectorielle, ont été proposées. Nous sommes d'avis que ces approches ne devraient être entreprises que sur une base volontaire.

Nous prenons aussi acte des travaux réalisés par les groupes de travail sur les "questions de Singapour". Cela dit, nous sommes d'avis que de nombreuses questions de fond doivent encore être clarifiées. Le processus de clarification devrait donc se poursuivre. Eu égard à l'obligation qui nous

incombe de parvenir à un "consensus explicite", la grande divergence des vues fait obstacle au lancement de négociations.

Dernier point, mais non des moindres, nous considérons que le projet d'Annexe sur le traitement spécial et différencié constitue un ensemble valable qui pourrait être adopté. Nous espérons que les travaux sur les propositions en suspens s'intensifieront et seront menés à terme d'une façon satisfaisante.

L'un des grands tests du Programme de Doha pour le développement sera de savoir s'il est en mesure de tenir ses promesses en matière d'amélioration de l'accès aux marchés pour les produits et les services des pays en développement. Le Programme de Doha a suscité des attentes il y a deux ans. Mon espoir le plus sincère est qu'il soit répondu à ces attentes.

La mondialisation ne devrait pas seulement vouloir dire que les marchés des pays en développement sont ouverts aux produits et services en provenance des pays développés. Elle devrait aussi se traduire par l'abaissement des barrières, telles que les contingents, et les règlements sanitaires et obstacles techniques indûment coûteux, qui nuisent aux exportations des pays en développement à destination des pays développés.

L'assistance technique et le renforcement des capacités sont également essentiels à cet égard. De telles activités, ainsi que l'indique la Déclaration ministérielle de Doha, devraient viser à aider les pays en développement à tirer parti des avantages des Accords de l'OMC, et non simplement à mettre en œuvre leurs obligations.

En conclusion, la réunion que nous tenons ici, à Cancún, doit servir d'examen à mi-parcours des progrès réalisés pour mener à bonne fin le programme de travail convenu à Doha. Il nous faudra faire preuve de pragmatisme et de flexibilité alors que nous redoublons d'efforts pour trouver un consensus garantissant un résultat positif pour tous. Je suis convaincu que cette tâche, aussi difficile qu'elle puisse paraître, n'est pas insurmontable.
